

# LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :  
5, Rue de Charonne, PARIS (XI<sup>e</sup>). Tél.: ROQ. 69-52

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F  
Etranger: 1 an: 1.500 F  
C.C.P. Société de Presse, Édition et Librairie 6032-01 Paris

18 ans  
de lutte  
pour la  
révolution  
socialiste

La Vérité, n° 500

Les prix montent en flèche...

## LA « CATASTROPHE » N'EST PAS POUR TOUT LE MONDE

**L**A situation financière est préoccupante pour les milieux gouvernementaux.

Il ne s'agit pas de la situation financière de n'importe qui : il s'agit de la situation financière des capitalistes.

Pour les travailleurs, la question est réglée. Elle est réglée ou semble l'être depuis de nombreux mois, sinon des années. Les prix montent, les salaires restent bloqués.

Blocage des salaires, ou « blocage des prix », ce qui revient au même, pause sociale, trêve revendicative, tels sont les slogans des hommes au pouvoir, des hommes qui vont prendre le pouvoir ou qui, comme Pleven, auraient pu prendre le pouvoir.

Si les bourgeois ont quelques difficultés à orienter leur choix vers telle ou telle forme d'équilibre budgétaire ou de gestion saine de l'économie, si, parmi eux, il se manifeste des divergences, parfois sérieuses, sur les postes financiers à pourvoir en milliards : aide à l'exportation, incences d'importation, affectation des crédits à moyen et court termes, investissements dans tel ou tel secteur de l'économie, il y a, par contre, unanimité totale pour faire payer aux travailleurs les frais de la gestion capitaliste, quel que soit le choix qui puisse être fait.

Les travailleurs ont déjà payé très cher le « relèvement du pays » (lire : des entreprises capitalistes) au lendemain de la libération.

Depuis lors, les prix n'ont cessé de monter, l'écart entre les salaires et les prix n'a cessé de grandir.

Et le gouvernement Gaillard a accentué cette politique avec l'opération 20 %. À partir de septembre 1957, la tendance s'est accélérée. Depuis, il n'y a eu aucun ralentissement. Le pouvoir d'achat des travailleurs a été amputé de 20, 30 ou 40 % selon les catégories. Ce qui n'empêchait pas M. Pflimlin de déclarer : « La situation des prix est assainie, nous allons bloquer les prix ».

C'était en décembre dernier. Il y a eu blocage, effectivement, mais ce fut celui des salaires. Les hausses ont atteint une telle ampleur sur l'échelle mobile fut conçue dans le but de ne jamais être appliquée, a dû être déjà relevé à deux reprises. Il serait même question de le relever une troisième fois. Mais les patrons hurlent à la mort. Ces pauvres courent à la ruine, à les entendre !

Quant aux prix, ils connaissent encore actuellement une nouvelle poussée. Le beefsteak atteint 1.000 fr. le kilo, le litre de vin arrive à 160 fr. Certains salaires arrivent au point où ils sont à peine suffisants pour que les travailleurs ne crèvent pas, littéralement, de faim.

Les organisations syndicales parlent, en général, d'augmenta-

tion des salaires. Elles ne chiffrent rien. Elles ne mettent en avant aucun mot d'ordre valable. Quant aux organisations politiques de la classe ouvrière, elles font des dissertations, soit sur ces méchants de la droite

Daniel RENARD.  
(suite page 4)

## La S.F.I.O. prend du champ... la bourgeoisie s'inquiète

**P**OUR l'instant, la crise ministérielle s'étire... Pleven qui, après que les socialistes lui aient refusé leur concours, avait décidé de renoncer, reste, sur la demande du président de la République, en course. Si le M.R.P. et les radicaux acceptent, il formera un cabinet de minorité. Sinon, on fera appel, sans doute, à un M.R.P.

Mais le déroulement de la crise est de peu d'intérêt en regard du fait décisif qui l'a marqué : la nouvelle attitude des socialistes. Il s'agit là d'un véritable tournant de la législation, le premier d'importance depuis les élections générales de 1956. Il est le reflet de la dégradation accrue de la situation française.

Nous avons dans ce journal longuement insisté sur la profondeur, la gravité de la crise qui étroitement la bourgeoisie. Nous avons répété et répété que la politique algérienne de la

France était maintenant dans une impasse complète. Nous avons souligné le facteur d'aggravation que représentait l'intervention américaine. Mais rien dans le domaine « politique » ne traduisait cette crise : on arrivait toujours à un accord. Les gouvernements se suivaient et se ressemblaient, les thèses qui paraissaient inconciliables se confondaient.

Mais, en dépit des apparences, la chute de Gaillard sur la question des « bons offices » n'aurait pas une « crise comme les autres ». L'attitude socialiste en est la preuve.

Invité à se prononcer sur les offres que lui faisait Pleven, le Conseil National du Parti socialiste, mené par Guy Mollet, refusa non seulement de participer au gouvernement, mais insista sur le fait que dans la période présente les socialistes ne sauraient ni participer, ni prendre la direction d'aucun gouvernement. Le parti socialiste souligne qu'il ne passe nullement à l'opposition, qu'il est prêt à soutenir un gouvernement, par exemple celui de Pleven, qu'il estime simplement que sa participation n'a pas de sens car on ne lui laisse pas les mains libres pour accomplir la politique que

F. FORGUE.  
(Suite page 4).

## LES AFFAIRES COURANTES

**L**E gouvernement est démissionnaire. Il n'y a plus de ministres. Mais il y a l'appareil d'Etat, il y a les préfets et les C.R.S., les généraux et les flics, les juges et les bourreaux. Il y a l'Etat, l'Etat bourgeois, l'Etat des riches qui, en permanence, veille à la défense des exploités contre les exploités.

La crise ministérielle peut arrêter les grèves. Elle n'arrête pas la guilotine. L'exécution, le 24 avril, de l'étudiant Taleb Abderrahmane allongea encore un peu la liste des victimes de la répression colonialis-

te et aussi, il faut le dire, de la politique imbécile du F.L.N. Pour avoir fabriqué des bombes dont il ignorait qu'elles allaient frapper des dizaines d'innocents (attentats du

(Suite page 3)

## Nouvelles perspectives aux U.S.A.

### I. — Les facteurs objectifs favorables aux révolutionnaires

Notre collaborateur E. Jones, qui a précédé, dans les précédents numéros de « La Vérité », à un examen de plusieurs aspects importants de l'actualité politique aux États-Unis, expose aujourd'hui, en deux articles

dont le premier paraît dans ce numéro, ses conclusions générales et les perspectives nouvelles ouvertes pour les révolutionnaires américains.

**A**PRES une décennie de lutte au sein d'un ensemble d'écrasantes difficultés, les socialistes révolutionnaires américains voient s'ouvrir pour eux une période plus favorable. De nouveaux éléments apparaissent dans les mouvements de masse, en même temps qu'une évolution positive se précipite

dans les milieux de gauche, après la crise du stalinisme. Combinés, ces facteurs sont les signes avant-coureurs d'un renversement de la situation qui, depuis longtemps, maintenait le mouvement socialiste révolutionnaire en dehors de la vie politique des grandes masses.

Pendant la période de la « guerre froide », les capitalistes ont maintenu un équilibre social relatif basé sur la combinaison d'une prospérité artificiellement entretenue et d'une réaction dans le domaine politique

marqué par le Mac-Carthisme. Une violente chasse aux sorcières avait été menée aussi bien par le gouvernement que par la bureaucratie syndicale. Une atmosphère de collaboration de classes dominait dans le mouve-

ment des masses. Sous le règne dictatorial de la bureaucratie syndicale, le militantisme ouvrier s'était affaibli. A la base de tout cela, il y avait le sou-

E. JONES.  
(Suite page 3.)

**E**N juillet 1940, moins d'un mois après l'occupation de Paris par les troupes hitlériennes, était diffusé à Paris le premier journal clandestin. Simple bulletin ronéotypé (à partir du numéro 2, il fut imprimé sur une presse à main) c'était le numéro 1 de « La Vérité ».

Les 500 numéros parus en 18 ans sont le témoignage vivant d'une lutte persévérante, systématique, inlassable, pour le programme de la Révolution socialiste mondiale, tel que l'ont élaboré les plus grands dirigeants de la classe ouvrière, MARX, ENGELS, ROSA LUXEMBOURG, LENINE, TROTSKY, et que l'expérience de plus d'un siècle de luttes prolétariennes est venu l'enrichir.

Cent numéros clandestins, de 1940 à 1944, appellent à la lutte contre les nazis et leurs complices français, sans pour cela faire de concession au chauvinisme ou à l'union sacrée. « La Vérité » appelle à la lutte contre la déportation des travailleurs français en Allemagne, à la grève générale contre la « relève », à la fraternisation entre travailleurs français et travailleurs allemands contre le nazisme. Plusieurs dizaines de militants, parmi lesquels trente soldats ou marins allemands, seront fusillés pour leur participation à cette action, plusieurs dizaines d'autres déportés. Marcel HIC, directeur de « La Vérité » et secrétaire général de l'organisation trotskyste française, meurt à Dora.

1944-1945 : « La Vérité » dénonce l'esroquerie de l'union sacrée, du tripartisme M.R.F.-P.S.-P.C.F., de la collaboration des classes. Elle dénonce la dissolution des milieux ouvriers patriotiques imposée par THOREZ à son retour de Moscou ; elle dénonce le « produire d'abord », affirme que la grève est l'arme indispensable des travailleurs, et non « l'arme de classe des trusts », suivant la criminelle expression des dirigeants de la C.G.T. Elle dénonce la sale guerre d'Indochine, dont le Parlement, y compris les ministres du P.C.F., vote les crédits ; ce qui lui vaut d'être une première fois poursuivie.

De la grève Renault d'avril 1947 à la grève des banques de juillet 1957, il n'est pas une grande lutte ouvrière dont « La Vérité » ne se fasse l'écho, qu'elle ne reflète d'une manière vivante et d'un point de vue qu'elle est seule à exprimer. « La Vérité » décrit en effet les luttes, non, comme l'ensemble de ses confrères, du point de vue des appareils bureaucra-

R. MONGE.  
(Suite page 4).

# Les travailleurs algériens ont célébré le 1<sup>er</sup> mai LE PEUPLE DU TOGO A VOTE POUR L'INDEPENDANCE

**L**ES travailleurs algériens, émigrés en France, ont célébré le 1<sup>er</sup> Mai en lui donnant sa véritable signification, non celle d'une fête de la collaboration des classes, mais celle d'une journée de combat pour la solidarité internationale des travailleurs des peuples opprimés.

C'est sans doute pourquoi la répression ne cesse de s'abattre sur eux : les arrestations de responsables se multiplient et, comme en attestent les communiqués que nous publions ci-dessous, l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens s'est vu en fait interdire de commémorer le 1<sup>er</sup> Mai à Paris, cependant que la police perquisitionnait dans ses locaux.

Le sens que l'U.S.T.A. a voulu donner à la célébration du 1<sup>er</sup> Mai, nos lecteurs pourront l'apprécier d'après ces extraits, malheureusement trop brefs, du manifeste adressé par l'U.S.T.A. aux travailleurs algériens émigrés :

## POUR LA PAIX, DANS LA DIGNITE ET LA LIBERTE

Avant-garde du peuple algérien en lutte pour sa liberté et son droit à disposer librement de son sort, notre classe ouvrière aspire à la paix, dans la dignité et la liberté, dans le respect de nos aspirations légitimes. La C.E. de la Fédération de France de l'U.S.T.A. réaffirme que la négociation sans exclusive ni préalable dans une Conférence de la Table Ronde, où seront représentés les délégués du gouvernement français et ceux des formations politiques et syndicales de toutes tendances, peut aboutir à la restauration de la paix.

Légitimement soucieuse de respecter les principes démocratiques sans lesquels rien de durable ne peut s'édifier tant dans les relations entre les peuples que dans notre pays, l'U.S.T.A. réaffirme que seules des élections libres, sous contrôle international, permettront à notre peuple de se prononcer sur la ou les solutions qui lui seront proposées par cette conférence de la Table Ronde.

## HOMMAGES A NOS MARTYRS !

Sur le dur chemin qui mène notre classe ouvrière au bien-être et à la liberté, sont tombés, lâchement assassinés pour la cause du peuple, avec le héros national Abdallah FILALI, Ahmed BEKHAT, Ahmed SEMMACHE, Hocine MAROC.

En ce 1<sup>er</sup> Mai 1958 où la classe ouvrière internationale commémore la mémoire des martyrs de Chicago, des victimes des massacres de Fourmies, les travailleurs algériens s'uniront pour poursuivre jusqu'à son achèvement le dur combat pour lequel nos frères ont sacrifié leur vie. Plus fort que la mort, leur enseignement nous guidera jusqu'à la victoire finale.

## SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DE TOUS LES PEUPLES OPPRIMES.

La classe ouvrière algérienne qui lutte pour la liberté, ne saurait oublier que dans le monde entier des peuples opprimés luttent également contre l'oppression.

L'U.S.T.A. dénonce la caricature d'amnistie accordée aux victimes de la sanglante répression de Madagascar.

- Amnistie totale pour les valeureux combattants du peuple malgache !
- Suppression de toutes les entraves au libre développement national des peuples d'Afrique Noire.
- A bas le racisme honteux et discriminatoire contre nos frères d'Afrique du Sud !
- Droit du peuple hongrois et de tous les peuples d'Europe orientale à disposer librement de leur sort !

## RETRAIT DES PAYS QUELLES OCCUPENT ET DES NATIONALITES QUELLES OPPRIMENT DE TOUTES LES TROUPES ETRANGERES !

L'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens estime que, pour tous les peuples sur qui pèsent la menace de guerre, le chômage et la misère, et en particulier pour les peuples opprimés qui subissent le colonialisme, le 1<sup>er</sup> Mai 1958 ne saurait être une journée de fête.

Il ne peut y avoir de fête quand la misère, la guerre et l'oppression sont le lot de l'humanité laborieuse.

C'est pourquoi l'U.S.T.A. appelle tous les travailleurs, et en particulier les travailleurs algériens, à se préparer au combat pour la victoire des légitimes revendications au bien-être et à la liberté.

- VIVE LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE !
- VIVE LA CLASSE OUVRIERE ALGERIENNE !
- VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT !
- VIVE L'U.S.T.A. !

# DES LECTEURS NOUS ECRIVENT

Camarades,

Comme suite à votre article que j'ai lu dans « La Vérité » du jeudi 17 avril 1958 sur la « crise aiguë du régime bourgeois », je suis d'accord avec votre conclusion : ce serait aux révolutionnaires d'exploiter pareille situation, de faire qu'elle soit l'occasion pour le mouvement ouvrier de se mettre en avant et d'imposer ses solutions.

En effet, la question algérienne en sera la cause et, pour la résoudre, la solution ne se trouve pas à gauche, comme le dit l'état-major du parti communiste, tous les partis ayant les mains rouges du sang algérien ; et l'on ne peut plus considérer le parti socialiste comme un parti de gauche. Il faudrait un vaste mouvement qui déborde le parti communiste (sans anticommunisme bien sûr). Il existe en France une élite révolutionnaire :

trotskystes, libéraux, abondancistes du mouvement « Agrir-Reagir », Union de la Gauche Socialiste, etc. C'est à vous de créer ce mouvement par une liaison, quelles que soient vos divergences.

Notre bourgeoisie, hautaine, orgueilleuse, doit être écrasée. La classe ouvrière doit sortir de sa léthargie ; nous portons un peu la responsabilité de la continuation de la guerre d'Algérie. Nous devons regagner les sympathies du monde musulman, contre la veulerie de ceux qui nous gouvernent, c'est-à-dire la pire des réactions, notre bourgeoisie.

Une mission s'offre à nous ; allons-nous la manquer ? Bien sûr, pas de front populaire, mais un Front révolutionnaire, car il faut penser aux questions intérieures : tout se tient.

Recevez mon salut fraternel.  
H.R., ouvrier boulanger.

## LA POLICE INTERDIT LE MEETING DE L'U.S.T.A....

**L**E Bureau Fédéral de l'U.S.T.A. a le devoir de dénoncer à l'opinion publique ouvrière la perfidie des moyens utilisés pour entraver le libre exercice du droit syndical par les travailleurs algériens.

Voici les faits : pour commémorer le Premier Mai, journée de lutte du prolétariat international pour la liberté et le bien-être, l'U.S.T.A. avait pris la décision de convoquer un meeting à Paris. Sur ordre des autorités, toutes les salles que nous avons voulu louer nous ont été refusées.

Ainsi, par ces moyens hypocrites, on est arrivé à violer l'un des droits démocratiques les plus élémentaires : le droit de réunion. Nous rappelons également que le Premier Mai 1957, la préfecture de police avait interdit notre meeting.

L'U.S.T.A., sur qui retombe une répression sans merci, proteste encore contre de tels agissements et appelle les travailleurs algériens à s'organiser encore plus solidement dans ses syndicats pour faire triompher le programme de paix, de liberté et de bien-être de la classe ouvrière algérienne.

Paris, le 28 avril 1958.

## ...ET PERQUISITIONNE DANS SES LOCAUX

Le Bureau Fédéral de l'U.S.T.A. rappelle qu'après l'interdiction de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, la police a effectué une perquisition, le 30 avril 1958, dans les bureaux de l'U.S.T.A. et a saisi des affiches et des documents.

Constatant que les exactions et la répression policière qui s'abattent sur l'U.S.T.A. tendent à entraver toute action syndicale des travailleurs algériens.

Cette nouvelle violation du droit légitime des travailleurs algériens, loin de les intimider, ne fait que les inciter à renforcer les rangs de l'U.S.T.A., afin de défendre leurs droits et leurs libertés, et faire triompher leur juste cause, qui est celle de tous les travailleurs.

Devant ces atteintes répétées aux droits et à la liberté, qui constituent un danger pour l'ensemble du syndicalisme libre, l'U.S.T.A. proteste énergiquement contre de tels agissements et appelle tous les travailleurs français à joindre leurs protestations à celle de leurs camarades algériens, afin que cessent toutes ces violations à la démocratie et à la liberté syndicale.

Paris, le 2 mai 1958.

## RESOLUTION DU 1<sup>er</sup> MAI adoptée par l'Union Locale (U.S.T.A.) de Sous-le-Bois (Nord)

**L**ES travailleurs algériens du bassin de la Sambre se sont réunis à la salle des fêtes de Sous-le-Bois au nombre de 1.100 environ, à l'occasion de la fête du travail du 1<sup>er</sup> mai 1958.

A l'issue de cette réunion, plusieurs orateurs ont pris successivement la parole tant en arabe qu'en français.

Une résolution a été votée à l'unanimité et envoyée aux pouvoirs publics, dont voici le texte :

Les camarades présents demandent :

- 1.) Libération immédiate du secrétaire général RAMDANI MOHAND, et de tous les détenus algériens pour leur lutte anti-colonialiste.
- 2.) Arrêt des exécutions des condamnés à mort.
- 3.) Libre passage pour l'Algérie.
- 4.) Liberté syndicale en Algérie.
- 5.) Pour le cessez-le-feu immédiat, négociez avec les représentants authentiques du peuple algérien.

Tandis que l'impérialisme français s'enlise dans la guerre d'Algérie, la situation évolue rapidement dans toute l'Afrique Noire, où les masses travailleuses accèdent rapidement à la conscience politique et se prononcent chaque jour plus clairement pour l'indépendance totale. Au Niger, en Guinée éclatent de « incidents » ; à Madagascar, bien que les anciens dirigeants du M.D.R.L., Ratsaka et ses compagnons, demeurent bannis de leur pays, une conférence de dix partis vient de se prononcer à l'unanimité pour l'indépendance. Les travailleurs français ne peuvent

suivre qu'avec sympathie le développement de la lutte des peuples opprimés par ceux-là même qui les exploitent ; les capitalistes français.

Au Togo, malgré toutes les manœuvres de l'administration colonialiste, les masses populaires ont exprimé catégoriquement, au cours des dernières élections, leur volonté d'unité et d'indépendance. C'est ce que souligne le Mouvement National Algérien dans un article paru dans le n° 15 de son « Bulletin d'information », en date du 2 mai 1958, et dont on lira ci-dessous les passages essentiels.

**L**A date du 27 avril s'inscrit dans l'histoire du continent africain en lutte pour la liberté, parce que ce jour-là, en plein cœur de l'Afrique, un petit peuple qui, pour la première fois, avait la possibilité de s'exprimer librement, a choisi « le droit de disposer de lui-même ».

En 1946, conformément aux dispositions de la Carte des Nations Unies, l'O.N.U. reconnut au Togo, ancien protectorat allemand, le droit à l'indépendance, et chargea la France et l'Angleterre d'administrer temporairement chacune une partie de ce territoire jusqu'à son émancipation politique.

Aussitôt, ce pays d'un million d'habitants, qui avait découvert le monde dit « civilisé » et « moderne » sous le visage du colonialisme, prit conscience de lui-même et patiemment entreprit la lutte pour sa réunification et son indépendance. Les colonialistes français, eux, visaient à s'accaparer le Togo pour toujours. Espérant pouvoir supprimer les nationalistes togolais, ils créèrent des partis politiques administratifs, truquèrent les élections, détruisèrent les chefs traditionnels nationalistes. Les militants du « Comité de l'Unité Togolaise » et de la « Juvento », les deux organisations politiques partisans de l'unification et de l'indépendance, furent en butte à une répression sévère, les fonctionnaires étaient déplacés ou révoqués, les commerçants acculés à la faillite, les journaux étaient poursuivis, les réunions interdites, les emprisonnements, bastonnades et matraquages étaient chose courante. Il y eut des incidents sanglants au cours desquels les fusils colonialistes tirèrent sur les foules togolaises. On envoya des gouverneurs chargés tout spécialement d'abattre le mouvement national togolais. Mais les Togolais continuaient la lutte, gardant la foi dans une solution démocratique.

En mai 1956, à l'issue d'un référendum organisé par l'O.N.U. au Togo britannique, une majorité de votants se prononça pour le rattachement du Togo occidental au Ghana qui accédait à l'indépendance. Alors, les colonialistes français, pour garder le Togo oriental, modifièrent leurs méthodes. Ils octroyèrent des réformes et créèrent, en application de la loi-cadre, une République Autonome, dont ils donnèrent la direction aux Togolais bényoussouf. Puis ils préparèrent un simulacre de référendum qui, selon eux, allait faire de la pseudo République Autonome un territoire définitivement français et obligerait les Togolais à renoncer « volontairement » à leur droit à l'indépendance.

L'O.N.U. refusa d'envoyer les observateurs demandés au dernier moment par l'administration coloniale pour servir de caution à ce référendum préfabriqué. Le 28 octobre 1956, selon les plans prévus par les colonialistes, plus de 70 % du corps électoral se prononça pour la République bényoussouf. Mais le peuple togolais ne se découragea pas et, inlassablement, il continua à réclamer des élections libres et contrôlées par l'O.N.U. C'est en application d'une décision des Nations Unies que, le 27 avril 1958, une nouvelle assemblée togolaise fut élue sous le contrôle de commissaires des Nations Unies, afin qu'une représentation valable du peuple togolais puisse donner un avis autorisé sur les aspirations des Togolais, c'est-à-dire sur le désir de ceux-ci de conserver ou non leur droit à l'au-

todétermination et à l'indépendance.

La bataille électorale fut dure. Tout avait été mis en œuvre pour tromper la vigilance des communistes de l'O.N.U. : campagne électorale trop brève, inscriptions hâtives et arbitraires, refus d'amnistie des condamnés politiques, pression du gouvernement local dévoué à l'administration française, si bien qu'à la veille du scrutin, les nationalistes criaient déjà victoire. Les grands journaux parisiens, instrument toujours dévoués au service de l'impérialisme et des antidémocrates, annonçaient comme certaine la défaite des nationalistes. Ils avaient seulement oublié l'existence du peuple togolais. Bien que tous les moyens souhaitables n'étaient pas mis à la disposition des démocrates togolais, la DEMOCRATIE TRIOMPHA. La liberté avait entrepris sa marche au peuple togolais, et le peuple togolais, l'aurait toute grande. Trente sièges sur quarante-six aux nationalistes ! A Paris, ce fut un coup de tonnerre. Tout l'échafaudage était par terre. 10 ans de répression et de mensonges pour rien ! Car, pendant dix ans, la grande presse française avait menti à l'opinion. Elle lui avait dit et répété que les nationalistes togolais ne sont qu'une poignée d'agitateurs, que leur leader, M. Sylvanus Olympio n'a plus d'audience, que le C.U.T. et la Juvento existaient il y a quelques années, mais qu'ils n'existent plus maintenant (de même que cette presse dit et répète que le M.N.A. n'existe plus ou presque plus). Aujourd'hui, la vérité éclate au grand jour. Les nationalistes du Togo ont la population avec eux et, n'en déplaise aux Français ultras qui s'acharnent à desservir les intérêts de leur propre pays, il se trouve que M. Sylvanus Olympio, dès sa première déclaration, a affirmé que, maintenant, il y avait des chances d'une coopération réelle entre la France et le Togo.

Le M.N.A. salue la victoire du peuple togolais qui maintenant, à la face du monde, a conquis DEMOCRATIQUEMENT son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

Le M.N.A. félicite le « Comité de l'Unité Togolaise », la « Juvento » et tous les militants nationalistes du Togo pour leur lutte courageuse au service du peuple et de la démocratie et le patient acharnement avec lequel ils ont lutté pour obtenir une consultation populaire démocratique et internationalement contrôlée.

Le M.N.A. qui, avec son président Messali Hadj, lutte depuis des dizaines d'années pour que le peuple algérien ait la parole et qui réclame lui aussi inlassablement des élections libres sous contrôle international, souhaite que le triomphe togolais retentisse dans le monde comme un exemple et une leçon. Que l'on comprenne une fois pour toutes que le destin des peuples ne s'impose pas et que personne n'a le droit de parler au nom d'un peuple sans que celui-ci ait pu s'exprimer librement.

Vive le peuple togolais !

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY  
53, r. de la Procession - Paris XV

## DIFFICULTES EN POLOGNE

**L**E conseil des ministres polonais vient de relever de ses fonctions Karol Kuryluk, ministre de la Culture depuis 1956. Aucune raison de cette décision n'a été officiellement fournie. Il aurait été reproché, selon les bruits qui circulent à Varsovie, à M. Kuryluk d'avoir autorisé la sortie du film « Le Huitième Jour de la Semaine », réalisé d'après un scénario du jeune écrivain Marek Hlasko.

*Ce film, racontant l'échec d'un jeune couple polonais face à la crise du logement qui sévit en Pologne, avait été sélectionné pour le Festival International. La décision de l'interdire a été prise par Gomulka lui-même. Par ailleurs, M. Kuryluk serait considéré comme responsable de l'octroi d'un passeport à Marek Hlasko, malgré l'intervention du Ministre de la Sécurité. On dit aussi, à Varsovie, que Kuryluk aurait fait obstacle, contre la volonté de l'appareil du Parti, à l'épuration que ce dernier voulait mener à bien dans le journal des écrivains, Nowa Kultura, dont on se souvient qu'il fut, avec Po prostu, le porte-parole des intellectuels révolutionnaires avant et après octobre : l'état-major du journal est, jusqu'à maintenant, resté intact, quoique Wiktor Woroszyński, rédacteur en chef, ait été démis de ses fonctions sur l'intervention de Gomulka.*

*La mise au pas des intellectuels par l'appareil est la seule qui fasse l'objet d'informations dans la grande presse. Mais le conflit avec les travailleurs, pour n'avoir pas les honneurs de la « une », n'est pas moins réel, ni profond. L'organe des trotskystes américains, The Militant, publie cette semaine des informations puisées dans un organe du Parti à Varsovie sur les incidents qui se sont déroulés au début du mois d'avril à l'usine Cegielski de Poznan. L'entreprise d'ouï état partie la révolte de juillet 56. Un certain nombre d'ouvriers ont été licenciés comme « fauteurs de troubles », pour avoir distribué des tracts injuriant « l'administration et les seigneurs qui s'enrichissent du sang et de la sueur des travailleurs ». Le lendemain, 2.000 ouvriers du département des wagons débrayaient pour protester contre le retard du paiement des primes de productivité. Les ouvriers non-qualifiés réclamaient un partage égal, le Parti ayant pris position pour un partage hiérarchisé suivant la qualification. L'organe du Parti rapporte*

*qu'un « fauteur de troubles » prit la parole au meeting pour déclarer : « Camarades, combien de temps encore vont-ils se moquer de nous ? Nous réclameons la distribution immédiate du fonds et le partage égal pour tous ».*

*Ainsi, de jour en jour se dissipe l'équivoque née du compromis d'octobre. Les mesures prises par Gomulka contre les Conseils apparaissent clairement, à la lumière de ces incidents, comme la lutte de la bureaucratie contre les travailleurs qui se dressent contre elle.*

Pierre BRABANT.

# Les staliniens espagnols pour « l'union nationale »

**L**E « Mundo Obrero », organe du P.C.E. du 15 avril 1958, lance un large appel pour l'union antifranquiste. Ce problème d'action politique, « l'union », est, on le sait, une des plus délicates questions qui peuvent se poser au cours de la lutte ouvrière.

La politique en général petite bourgeoise qui découle de ces unions contre nature n'est en définitive que la cause de nouveaux et importants retards pour les réelles victoires que le prolétariat cherche.

Le P.C.E., suivant des directives valables pour tous les autres P.C. d'Europe, lance dans le « Mundo Obrero » un appel qui s'exprime dans les termes suivants : « Le Parti Communiste déclare à nouveau, devant la classe ouvrière en lutte, devant tous les Espagnols, sa volonté d'arriver à un accord avec le Parti Socialiste, avec la Confédération Nationale des Travailleurs, avec les partis républicains, la démocratie chrétienne et autres groupes catholiques, les secteurs de l'opposition libérale, les socialistes, monarchistes et

militaires, et même les groupes dissidents de la phalange, pour mettre fin, par des moyens pacifiques, au régime de la dictature, et rétablir les droits démocratiques des Espagnols, sans vengeances et sans représailles ».

Un tel document se passe de commentaires ! On se demande souvent ce qui se passera en Espagne lorsque Franco tombera. Tous les partis bourgeois, comme les dirigeants réformistes et staliniens, ont, en réalité, peur de ce moment, et des lourdes responsabilités qui tomberont alors

sur les épaules de ceux qui voudront prendre les guides du pays. Gouvernement de transition ? Mais, Franco lui-même est déjà un homme de transition ! A quoi bon continuer la comédie.

L'absence d'un parti révolutionnaire assez fort se fait particulièrement sentir en Espagne, où toute solution bourgeoise n'est qu'une éternelle « transition ». L'histoire des 20 dernières années en Europe nous démontre de façon assez frappante où conduisent ces amitiés particulières que l'on veut imposer à la classe ouvrière.

Et, par contre, la classe ouvrière, en Espagne même, vient de manifester un élan révolutionnaire auquel ne manquait qu'une direction. Dira-t-on que la classe ouvrière espagnole n'est pas prête pour prendre le pouvoir ? C'est là une erreur purement stalinienne. Quel est cet état idéal où la classe ouvrière est enfin prête à prendre le pouvoir ? Tout ce qu'elle a besoin d'avoir, c'est la conscience de son rôle historique et ceci ne s'acquiert que par l'action révolutionnaire.

Je sais, parler de révolution en ces temps de coexistence et de paix factice fait désuet, démodé. Néanmoins, les camarades ouvriers espagnols savent bien que ce n'est pas Khrouchchev qui leur donnera le socialisme. Que le socialisme s'acquiert par la force des propres mains, et dans la lutte et dans le travail.

Un cargo soviétique chargé de pâte à papier vient de débarquer sa marchandise à Barcelone. Du papier soviétique pour la presse de Franco, voilà tout ce que les ouvriers espagnols peuvent tirer de Khrouchchev.

Avec l'appui du P.C.E. et de l'Union Soviétique, nous aurons en Espagne une monarchie ou au maximum une république bourgeoise pour succéder à Franco. Eh bien, qu'est-ce que cela aura changé ? Oui, des exilés pourront retourner chez eux, ils entreront par la grande porte et ils seront élus au Parlement. Et ensuite ?

Certes, le rétablissement des libertés démocratiques serait une conquête précieuse pour les travailleurs. Mais n'est-il pas évident qu'une république bourgeoise serait aujourd'hui encore plus « exsangue » en Espagne qu'en 1931, pour reprendre l'expression de Trotsky ? N'est-il pas évident qu'il s'agit, pour la bourgeoisie et ses complices, d'instaurer un véritable franquisme sans Franco, de sauvegarder les privilèges des industriels et des grands propriétaires terriens, en s'appuyant sur l'armée et l'église, contre la classe ouvrière ? N'est-il pas clair que la monarchie apparaît pour eux comme le meilleur moyen d'empêcher les masses exploitées des villes et des campagnes de mettre à profit la crise sans espoir du franquisme pour se libérer de leurs chaînes ? N'est-il pas évident que c'est justement parce qu'il s'agit d'une union contre les travailleurs, contre la révolution socialiste, à l'enseigne de la monarchie, que les staliniens, dont les maîtres russes redoutent la révolution non moins que les bourgeois, s'en font les protagonistes ?

L'Espagne est-elle à la veille de commettre une lourde erreur ? Dire « n'importe quoi, mais que cela change » n'est pas très intelligent. Ici, en France, les « personnalités » changent souvent... Le régime est toujours le même.

Il serait bon de mettre dans la tête des camarades espagnols que le problème de la chute effective de Franco est étroitement lié à celui de la révolution socialiste en Espagne.

Union ? D'accord, mais Union Révolutionnaire. Union pour la prise du pouvoir.

Juan PUEBLO.

## Nouvelles perspectives aux U. S. A.

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

tion par les syndicats de la préparation à la guerre impérialiste, défendue par les bureaucraties qui déclamaient que le « capitalisme est le meilleur des systèmes ».

Avec la guerre de Corée, qui fut une véritable défaite pour les impérialistes, la situation commença à se transformer. Contraints de ralentir leur course à la guerre, les capitalistes ne purent continuer la « chasse aux sorcières » sur une base mac-carthyste. Une opposition de masse aux pires aspects de la chasse aux sorcières aida à rendre cette méthode inefficace. Mais les réactionnaires n'ont cédé du terrain que là où une opposition résolue les a fait reculer, et toute la machine légale qui a permis de porter des coups aux droits politiques les plus élémentaires reste en place.

L'équilibre politique capitaliste a été remis en question par l'offensive du peuple noir réclamant l'égalité des droits. Aujourd'hui, la lutte des Noirs est devenue une question politique nationale. Aucun politicien capitaliste ne peut plus ignorer la question noire, et il doit au

moins assurer en paroles les Noirs de son soutien s'il ne veut pas être dénoncé comme un ennemi de la démocratie. Ainsi, le combat des Noirs aide à l'éducation des ouvriers : il approfondit leur mépris des politiciens bourgeois.

Un autre facteur d'instabilité est la crise de la politique étrangère de l'impérialisme. Les progrès techniques soviétiques mettent en pièce le mythe de la supériorité incontestable des U.S.A. dans le domaine de la science et de la technique. Les gens comprennent maintenant que, dans une prochaine guerre, les États-Unis aussi risqueraient la destruction atomique par des fusées à longue portée.

Des questions surgissent parmi les ouvriers sur la valeur de la politique impérialiste qu'ils ont jusque là suivie. Certains montrent plus d'intérêt pour les critiques socialistes de cette politique.

Mais le plus grand coup porté à la stabilité politique aux U.S.A. vient de la récession qui se développe actuellement. On ne peut savoir où s'arrêtera cette crise, mais une chose est d'ores et déjà certaine : c'est de loin la plus profonde de celles que l'Amérique a connues depuis la guerre. Un profond sentiment d'insécurité commence à s'emparer des ouvriers. Ils manifestent une volonté grandissante de lutter pour leurs intérêts de classe, et le besoin d'une nouvelle politique leur devient plus clair. On peut en déduire qu'ils seront plus réceptifs à la propagande et aux idées socialistes.

D'autres changements se manifestent dans un domaine également important. Les enquêtes menées par la commission McClellan, formée sous le prétexte de lutter contre le gangstérisme dans les syndicats, ne sont qu'un premier pas vers de nouvelles lois destinées à soumettre directement les syndicats à l'Etat.

Des mesures de ce genre, bien qu'elles n'aient pas encore été adoptées, sont déjà en discussion au congrès. Voilà qui juge le véritable caractère de la commission McClellan qui prétend dans les syndicats. En réalité, c'est aux syndicats eux-mêmes que le gouvernement en veut ! Ces tentatives capitalistes pour étouffer la démocratie syndicale ont lieu à un moment où, justement, à l'intérieur des syndicats, l'opposition de la base à l'actuelle dictature bureaucratique grandit. Des grèves « sauvages » éclatent sans que les bureaucrates aient été consultés. De violentes protestations s'élèvent contre les prétentions de la bureaucratie, qui veut élever les cotisations. Souvent, les ouvriers présentent leurs propres candidats contre ceux de la bu-

reaucratie. Ce renforcement de la lutte pour la démocratie syndicale implique un heurt violent avec le gouvernement capitaliste, lorsqu'il essaiera d'imposer sa tutelle policière aux organisations ouvrières.

Parallèlement à ces manifestations de militantisme dans les syndicats, des modifications profondes ont lieu au sein de l'avant-garde politique, à la suite de la crise du stalinisme. Un processus de regroupement a commencé qui transforme les rapports de force entre les principales tendances : staliniens, sociaux-démocrates, socialistes révolutionnaires. L'influence des sociaux-démocrates, qui soutiennent la politique extérieure de l'impérialisme, demeure stationnaire. Les staliniens ont vu s'érouler leur organisation. Alors que le Parti Communiste Américain comptait 75.000 membres il y a dix ans, il en regroupe aujourd'hui à peine 5.000. Seuls les socialistes révolutionnaires ont fait d'importants progrès. Ils ont gagné à leurs idées d'anciens staliniens qui recherchaient une véritable orientation révolutionnaire. Pour le moment, la majorité de ceux qui ont rompu avec le stalinisme ne sont pas organisés. Mais on peut raisonnablement espérer que beaucoup d'entre eux rejoindront plus tard le mouvement révolutionnaire.

Ces développements progressifs au sein des minorités politiquement organisées aident à renforcer l'aile gauche dans les syndicats. Leur effet sera encore augmenté par la possibilité de présenter aux prochaines élections américaines des candidatures socialistes uniques, en opposition aux deux partis bourgeois. Tout cela ne devrait pas être sans résultat auprès des ouvriers qui commencent à s'interroger sur le besoin d'une politique ouvrière indépendante. Il devient plus possible qu'apparaissant de tenter de renverser les barrières que la collaboration de classes dresse contre la volonté de lutte des travailleurs, d'aider à retrouver dans le mouvement ouvrier américain une atmosphère de lutte de classes.

Au fur et à mesure que grandissent les difficultés de l'impérialisme américain, nationalisme et internationalisme, les facteurs favorables aux révolutionnaires se renforceront. On ne doit pourtant pas en tirer la conclusion que les États-Unis vont connaître dans l'immédiat une radicalisation des masses ouvrières. Il faudra que bien d'autres facteurs interviennent avant que ne se produise une mobilisation ouvrière comparable à celle des années trente.

Dans notre prochain numéro : II. Les prémisses d'une radicalisation des masses américaines.

## Les affaires courantes

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Milk-Bar et de la Cafeteria) et freiner ainsi la prise de conscience des travailleurs européens — mais aussi pour avoir refusé d'obtempérer aveuglément aux ordres de Yacéf Saadi, dont il comprenait qu'ils étaient loin de se confondre avec les impératifs de la révolution algérienne — le jeune militant nationaliste, condamné par trois fois, devait connaître le sort ignominieux qu'on n'assit pas, dans le même temps, infliger au nazi Oberg.

Les étudiants parisiens se devaient de réagir à ce nouveau crime perpétré contre l'un des leurs : à l'appel de leurs organisations syndicales et politiques, le 30 avril au soir, près d'un millier d'entre eux descendaient la rue Mouffetard en criant leur indignation et leur révolte.

On ne saurait qu'applaudir à cette manifestation concrète de la solidarité franco-algérienne contre une guerre barbare. Ce qui, par contre, est assez étonnant, c'est que les étudiants soient absolument les SEULS à esquissés sous cette forme une lutte réelle pour imposer la paix en Algérie.

Par quatre fois au moins depuis le début de l'année, ils sont descendus dans la rue : est-ce parce qu'ils sont plus remuants que leurs aînés ou ON les laisse ainsi se donner la

certitude qu'ils font « quelque chose » ? Est-ce parce que ces manifestations réduites, préparées dans une semi-déshonesté à l'aide de deux-trois bidons et se dissolvant prudemment dès l'approche de la police, ne tirent jamais à conséquence qu'on veut les persuader de l'inanité de tentatives de ce genre élargies à l'ensemble de la population française ? Car enfin, on ne nous fera pas croire que les étudiants soient les seuls à percevoir la nécessité d'une action de force de la masse des travailleurs contre la clique au pouvoir. Les dirigeants staliniens méprisèrent-ils à ce point les foules qu'ils peuvent encore rassembler au Vél'd'Hiv' ou à la République, de les croire seulement capables d'écouter leur pesant verbiage ?

Les étudiants ne sont plus des enfants. Ils ne veulent pas que leur action courageuse ne soit que le paravent de la passivité et de la démission des « partis ouvriers ». Ils n'ont aucune envie d'être demain en Algérie les martyrs d'une cause qui n'est pas la leur, et les victimes de manœuvres parlementaires, fussent-elles « de gauche ». Parce qu'ils veulent lutter, lucidement et sans réserve, ils ne peuvent que rejeter, à l'exemple de Taleb, tous ceux qui n'ont cessé de déformer et de briser leur lutte.

# COMMENT ON EN EST ARRIVÉ LÀ

## Quand les travailleurs le veulent, il n'y a pas loin... de la République à la Bastille

LES dirigeants de la C.G.T. ont voulu faire une concession à la volonté de combat de la classe ouvrière en organisant une manifestation le 1<sup>er</sup> mai, place de la République, contre l'interdiction gouvernementale du défilé traditionnel de la Nation à la Bastille.

Il y avait plusieurs milliers de travailleurs, non pas des dizaines de milliers, mais quelques milliers, car la préparation de cette manifestation s'était faite en dépit du bon sens. Chez Renault, par exemple, il n'y eut aucun tract qui appelait les travailleurs à venir à la République. Les bureaucrates voulaient du monde, mais pas de trop, pour ne pas être débordés.

La fin de la manifestation devait montrer qu'ils avaient vu juste.

Des flics, il y en avait de tous les côtés de la place de la République, avec des consignes très strictes de ne pas provoquer. Mais, quand les discours-fleuves furent finis, que les manifestants furent invités à se disperser, pour rentrer chez eux, les choses n'allèrent pas exactement comme l'avaient prévu les bureaucrates.



Les travailleurs voulaient aller à la Bastille. Après avoir copieusement injurié les forces de police, il y eut des tentatives pour forcer les barrages. Il fallut que les bureaucrates hurlent à la « provocation » dans laquelle il ne fallait pas tomber, expliquent le succès « considérable » de cette manifestation pour que les manifestants, après bien des hésitations, se décident à céder le pavé aux forces de police.

La leçon n'est pas perdue. Les travailleurs veulent se battre, ce sont les bonzes qui ne le veulent pas.

## ... la bourgeoisie s'inquiète

(suite de la page 1)

l'on feint d'approuver. N'empêche, comme le remarque amèrement « Le Figaro » du 3 mai, que le « parti socialiste se débrouille aux responsabilités du pouvoir à l'heure où l'union serait plus que jamais nécessaire ».

Le premier effet de la décision socialiste aura été de sonner le dernier quart d'heure colonial du camarade Lacoste dont la présence à Alger était le symbole de la continuité de la politique de guerre. Nous ne sommes pas de ceux qui expliquent que son seul départ signifie que l'on aille vers la paix, mais il ne fait pas de doute qu'il s'agit là d'un facteur qui aidera à créer un « climat de négociations ».

Ce n'est quand même pas dans le seul but de se débarrasser de l'encumbrant Lacoste que la S.F.I.O. refuse de participer au prochain gouvernement ; s'il l'avait fallu, elle aurait continué à le supporter.

La décision prise par le Conseil national marque la claire conscience que les dirigeants socialistes ont prise de la gravité de la situation. Ils considèrent maintenant que des négociations, sous une forme ou sous une autre, sont inévitables. La guerre d'Algérie ne peut plus se poursuivre indéfiniment, ne serait-ce que parce que les Américains ne veulent plus qu'elle dure. Les socialistes tirent les conclusions logiques de cet état de choses. Ils savent qu'à l'occasion du règlement du problème algérien, la crise grandira encore. Ils ne tiennent plus à apparaître comme les otages de la droite (la plus bête du monde, comme dit Guy Mollet, qui s'y connaît), ils préfèrent apparaître du dehors comme la seule chance de salut.

D'autre part, c'est sur tous les plans que s'aggrave la crise

française. Demain, la classe ouvrière manifesterait ouvertement son mécontentement, lutterait pour défendre son niveau de vie qui fond au soleil d'une hausse accélérée des prix. La S.F.I.O. ne sera-t-elle pas plus utile, hors du gouvernement ? Ne pourrait-elle pas mieux jouer son rôle ?

Certes, mais, en même temps, la manœuvre socialiste est grosse de dangers. Le passage de la S.F.I.O. dans une relative « opposition » sera interprété par la classe ouvrière comme la traduction du fait que c'est la droite qui est au pouvoir. Force Ouvrière cédera plus facilement à la pression des militants. L'attitude du P.C.F., qui fait tout ce que fait le P.S., sera, elle aussi, appelée à se modifier.

La bourgeoisie le sait bien qui commence, avec crainte, à évoquer le Front Populaire. Le tournant de la S.F.I.O., pour habile qu'il soit n'est, en dernière analyse, que la conséquence de la crise totale de la bourgeoisie française. Elle est un signe certain du mûrissement de cette crise. Elle ne saurait l'empêcher d'empirer encore.

## Les prix montent...

(suite de la page 1)

qui font tout pour que rien n'aillent bien (le parti socialiste), soit sur les vertus salvatrices du « gouvernement des gauches » (le parti communiste français). Mais personne ne critique cette caricature d'échelle mobile des salaires actuellement existante, car tout le monde l'a votée ou approuvée.

Mais personne ne publie d'indice sur l'augmentation réelle du coût de la vie, ou, s'il y a quelque publication de cette nature, elle se réfère au budget familial

**P**ARALLELEMENT à une dépréciation continue de leur pouvoir d'achat, les travailleurs voient tous les jours empirer leurs conditions de travail. Les deux choses sont liées d'ailleurs. En l'absence de grandes luttes qui posent l'ensemble du problème des salaires et des prix, devant la politique des organisations

syndicales qui fondent toute leur action sur les revendications partielles et les combats isolés, la pratique des heures supplémentaires d'une part, une productivité intense d'autre part, sont imposées aux ouvriers qui veulent tenter d'enrayer la baisse continue de leur pouvoir d'achat.

Pour les heures supplémentaires, la loi a codifié, et par là même entériné, la mort de la semaine de quarante heures. Celle-ci est devenue « légale », tandis que la semaine de quarante-huit heures est devenue « normale ».

Quant à la productivité, il est courant de voir les travailleurs réaliser 50 % de bonification sur leur salaire garanti pour arriver à toucher une paye tout juste suffisante pour vivre.

Les secteurs les plus touchés par cette politique de la productivité et des heures supplémentaires sont à la fois ceux qui sont à la base même de l'économie moderne, c'est-à-dire les mines de charbon, les mines de fer, la métallurgie, et ceux où la C.G.T. et le stalinisme ont dominé tout un temps.

La politique du « retrousser-les-manches », « produire d'abord, revendiquer ensuite » a été pratiquée dans ces secteurs avec une fureur meurtrière — et quand nous disons meurtrière, ce n'est pas une clause de style, car les accidents mortels survenus dans les mines de charbon en particulier sont en grande partie la conséquence de cette politique de productivité — pour aboutir aujourd'hui, dans ces secteurs, à une situation des salaires pratiquement inextricable sans un vaste mouvement d'ensemble qui balayerait toutes les méthodes pourries qui président à la rémunération des salariés.

Inextricable par l'écart incroyable qui s'est creusé entre les salaires payés et un salaire décent, écart qui va parfois du simple au double; inextricable par la diversité des différentes catégories de salaires; inextricable enfin parce qu'à cette diversité des catégories viennent s'ajouter les différences dues à la productivité.

Si, pendant toute une étape, la baisse du pouvoir d'achat a pu être en partie masquée par la pratique des heures supplémentaires et un accroissement considérable de la productivité, il n'en est plus de même dès l'instant où le nombre d'heures de travail est en diminution.

Devant la menace de récession et la perspective des conséquences de la crise américaine sur l'économie française, de nombreuses entreprises envisagent de réduire leurs horaires de travail. C'est notamment le cas de la sidérurgie de l'Est, où un accord signé par toutes les organisations syndicales établit qu'il n'y aura plus d'horaires supérieurs à 48 heures par semaine.

Le patronat avoue une des raisons de cette mesure, déclarant : « C'est, en fait, la modernisation accrue de la sidérurgie qui a permis de réaliser la réforme actuelle ». Mais, pour mieux faire passer leur politique, les patrons ont, d'une part, accepté que la perte de salaire résultant du retour strict à la semaine de 48 heures soit compensée dans la proportion de 65 %, d'autre part, adressé des louanges aux ouvriers dans ces termes :

« Pourquoi ne pas faire état de

l'effort remarquable accompli par les travailleurs français depuis la libération ? L'exemple de la sidérurgie de l'Est est caractéristique. Le problème posé à la France au lendemain de la guerre par le délabrement de notre industrie, la nécessité de produire énormément d'acier, la pénurie de main-d'œuvre et les structures particulières de la sidérurgie ne laissaient guère d'autre solution pour remonter le courant que cette semaine de 56 heures à laquelle se sont trouvés astreints 18.000 ouvriers des feux continus ».

« Un ouvrier sur cinq de la sidérurgie devait donc travailler 8 heures par jour sans exception, et ne profiter du repos du dimanche que toutes les trois semaines. De plus, ces ouvriers étaient amenés à « doubler » le poste toutes les trois semaines, c'est-à-dire qu'ils travail-

laient pour assurer la relève 16 heures d'affilée ».

Le journal « Les Echos », où cet article a paru, ne dit pas que cette politique d'exploitation à outrance des travailleurs n'a été possible que grâce à la politique du Parti Communiste Français, se faisant le champion de la production à outrance, de la « bataille de l'acier à gagner », et que M. Thorez siégeait au banc du Conseil des ministres en compagnie de M. Bidault.

C'est pourquoi, aujourd'hui, quand le Parti Communiste Français propose un gouvernement du bloc des gauches, les travailleurs ne doivent pas oublier ce qui s'est passé quand ils avaient le triste privilège d'avoir des « camarades ministres » au banc du gouvernement, il y a de cela 13 ans !

F. TARRANT.

## La Vérité, n° 500

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

tiques qui s'efforcent de canaliser l'action des travailleurs et de l'exploiter pour servir les objectifs politiques et parlementaires de ceux qui les dirigent, mais du point de vue des travailleurs eux-mêmes, dont elle exprime les aspirations, définissant à chaque étape les mots d'ordre et la stratégie susceptibles d'assurer la victoire. Inlassablement, elle dénonce la méthode chère aux dirigeants syndicaux : grèves partielles ou « tournantes », catégorie après catégorie, usine après usine, corporation après corporation. Inlassablement, elle démontre la nécessité d'une action générale de tous les travailleurs, toutes corporations unies, tous ensemble et en même temps, de la grève générale contre le patronat et son Etat. C'est ainsi qu'en décembre 1948, lorsque les ouvriers des camions Bernard viennent demander à la C.G.T. de déclencher la grève générale par solidarité avec les mineurs en lutte, « La Vérité » appuie cette initiative. Mais Benoît FRACHON répond : « Seuls les imbéciles veulent la grève générale » et laisse étrangler les mineurs isolés.

En août 1953, lorsque 4 millions et demi de travailleurs sont en grève, appelant au renversement du gouvernement LANIÉL ; en août-septembre 1955, appelant les travailleurs de toute la France à l'action pour appuyer la lutte magnifique des ouvriers de la Loire-Atlantique ; partout et toujours, « La Vérité » joue son rôle d'organe de combat des travailleurs d'avant-garde.

Dès le 1<sup>er</sup> novembre 1954, contre toute la presse française qui s'efforce de minimiser les événements, « La Vérité » annonce que la Révolution algérienne a commencé et qu'elle ne se terminera que lorsque le peuple algérien aura conquis son indépendance. Inlassablement, elle démontre que les travailleurs français et le peuple algérien combattent le même ennemi, les capitalistes français. Elle proteste contre le rappel des disponibles, contre l'envoi du contingent en Algérie et contre son maintien 24 et 27 mois sous les drapeaux. Elle dénonce le rappel des disponibles, non seulement lorsque, en 1955, Guy MOLLET proteste aussi parce que c'est Edgar FAURE qui l'organise,

mais aussi en 1956, lorsque Guy MOLLET l'organise à son tour. Elle dénonce la monstrueuse union sacrée du 11 mars 1956, le vote des pouvoirs spéciaux de guerre totale, de THOREZ à FINAY, ce qui lui vaut d'être l'objectif principal de la répression : 17 fois saisie, elle est accablée de lourdes amendes. Quatre de ses rédacteurs sont condamnés à six mois de prison avec sursis ; l'un d'eux pourra rappeler au tribunal que, 15 ans plus tôt, c'était sous la même inculpation (« atteinte à la sûreté de l'Etat »), et déjà pour avoir diffusé « La Vérité », qu'il s'était vu condamner par un tribunal vichyste.

Mais les trotskystes relèvent le défi de la répression, qui vaut d'ailleurs à « La Vérité » de nombreuses manifestations de sympathie et de nouveaux lecteurs. Bimensuelle depuis plusieurs années, « La Vérité », à partir du 1<sup>er</sup> mai 1955, paraîtra chaque semaine ; d'abord sur deux pages, puis, deux ans après, sur quatre pages. Elle ne l'a pu que grâce à l'aide de tous ses lecteurs ; c'est grâce à elle aussi que, malgré la hausse rapide des tarifs d'imprimerie et les charges toujours plus lourdes résultant de la répression, elle peut aujourd'hui continuer son combat.

Car nous sommes entrés dans une nouvelle période historique, où les masses, bien loin de suivre aveuglément les dirigeants stalinistes et réformistes des grands appareils, s'en détachent de plus en plus irrésistiblement dans l'action, et recherchent avec avidité des voies nouvelles ; où les contours commencent à s'esquisser peu à peu d'une nouvelle avant-garde, qui renouera avec la tradition des pionniers de la révolution prolétarienne, tout en enrichissant de l'immense expérience accumulée dans les quarante dernières années. Dans ce gigantesque travail de gestation qui s'accomplit sous nos yeux, et dont sortira tôt ou tard l'organisation révolutionnaire de combat dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, « La Vérité », ouvrant ses colonnes aux larges débats dont l'avant-garde a essentiellement besoin aujourd'hui, reflétant toujours plus fidèlement les luttes ouvrières, s'efforcera de tenir pleinement la place qui revient à l'expression la plus sensée de la pensée révolutionnaire : le trotskysme.